

À LA UNE

Grand Débat National : le commerce, un acteur essentiel de la vie des femmes et des hommes dans tous les territoires

Le grand débat lancé par le Gouvernement est maintenant en cours. Sera-t-on en capacité de partager une nouvelle vision, des objectifs, des choix de société, un rythme de changements acceptés par la plupart ? Nous ne le savons pas, mais nous pouvons tous y contribuer !

Compte tenu de sa forte présence dans tous les territoires, de son implication dans le quotidien des citoyens, quels que soient leurs lieux et modes de vie, le commerce peut et doit contribuer à la fois à la réflexion, aux échanges mais aussi à la co-construction de la vie locale, aux évolutions sociétales vers un monde plus durable. Il faut s'accorder sur les objectifs d'amélioration sociétale, sur la trajectoire à partager et le rythme de mise en œuvre.

Par exemple, il est illusoire de présupposer une disparition rapide de la voiture dans les prochaines années dans de nombreux territoires, les gens ne peuvent faire autrement.

Mais, comment développer d'autres modes de déplacement, d'autres habitudes sans nuire à l'activité économique ? On parle des entrées de ville, de leur inadaptation aux standards de la ville de demain, comment viser des améliorations réelles, une meilleure qualité pour le parcours du consommateur, une plus grande fluidité, une meilleure intégration dans la ville... sans pénaliser fortement des activités commerciales qui fonctionnent et qu'il faut donc pérenniser ? Cela passe par la collaboration entre public et privé, par le partage d'objectifs et d'un projet, par l'implication des acteurs.



Crédit : 20minutes.fr

Mais quels sont les impératifs à prendre en compte ?

- **Le premier est de faire prendre conscience aux habitants que les commerçants sont les acteurs centraux de la vie économique et sociale locale.** Aucune autre activité n'est aussi bien répartie sur l'ensemble des territoires, urbains et ruraux. De très nombreux étudiants commencent leur vie professionnelle dans un magasin ; le poids du commerce dans l'emploi local est très important ! Par définition, le commerce est non délocalisable. Commerce et territoire sont donc interdépendants, et plus précisément, les commerçants dépendent des habitants et la qualité de vie des habitants dépend largement des commerçants.
- **Ce faisant, élus locaux, citoyens et commerçants doivent être des partenaires de la construction de la vie locale de demain.** On ne bâtira pas notre avenir en agissant les uns contre les autres mais bien en construisant ensemble. Critiquer et détruire est facile, co-construire ensemble est plus compliqué mais aussi plus durable et plus satisfaisant. C'est cette phase qui doit maintenant être engagée.
- **Aujourd'hui, l'enjeu pour le commerce réside dans une meilleure intégration dans la ville et ses quartiers. Il faut réconcilier commerce et ville, quelle que soit la taille de celle-ci.** Ici, il n'est pas question de centre-ville ou de périphérie mais bien de diversité territoriale, de la vie réelle des gens. Les réponses ne sont donc pas homogènes et ne peuvent donc être dictées par aucune école de pensée mais doivent s'intégrer dans la vision établie par les élus, en relation avec tous les acteurs, ce qui vivent et qui travaillent sur les territoires.

Par ailleurs, on ne peut pas se préoccuper que du numérique et de l'accès à internet. Même si celui-ci est indispensable pour éviter l'isolement et donner les mêmes chances à tous, ce n'est pas suffisant. Le quotidien des individus, leurs relations sociales, leurs rapports aux autres, leurs plaisirs ne se limitent pas à Internet.

Cependant, une prise de conscience des conditions de réussite de ces objectifs est indispensable.

Pour que le commerce puisse pleinement jouer son rôle dans la cité de demain en tant qu'acteur impliqué dans la vie territoriale, plusieurs impératifs doivent être pris en compte et plusieurs problèmes résolus.

Tout d'abord, il faut que les conditions soient réunies pour que le magasin vive demain dans les territoires.

Cela suppose des habitants, bien entendu, du pouvoir d'achat, mais également que les conditions économiques d'exploitation soient réunies. Le commerce connaît de nombreux bouleversements. Ceux-ci se traduisent par la réduction de la fréquentation des points de vente et leur baisse de chiffre d'affaires. Tôt ou tard, la plupart des commerçants, en complément, vendront également des produits et services sur Internet. On sait dès à présent que la vente en magasin restera largement majoritaire.

Pour autant, le magasin est fragilisé et il faut en tenir compte rapidement. **Cela suppose que l'équité concurrentielle soit rapidement assurée entre les canaux de vente et que l'évolution de ceux-ci, leurs impacts sociétaux, soient pris en compte dans nos ambitions et nos visions pour la société de demain.**



La rue d'Orléans, à Rennes (Crédit : Procos)

Les dernières années ont été marquées par le développement d'Amazon. Il n'est pas question d'écrire ici que cela n'a rien apporté, principalement aux consommateurs ou que cela n'a pas eu d'effets bénéfiques, notamment en poussant les enseignes à se remettre en cause, se moderniser et se préoccuper davantage du client.

On doit toutefois s'interroger sur les limites et les conséquences. L'excellence opérationnelle d'Amazon a habitué le consommateur à une livraison rapide. Les conditions tarifaires ont ainsi établi de nouveaux standards pour le consommateur.

Toutefois, chaque citoyen s'interroge-t-il sur les conséquences de ses actes ? Trouve-t-il normal de se faire livrer un produit de faible valeur gratuitement alors qu'il pourrait se demander si en réalité ce produit n'est pas vendu à perte ? Trouve-t-il normal de se faire systématiquement livrer alors qu'il pourrait régulièrement se déplacer dans un magasin pour récupérer son produit et ainsi contribuer au fait de « faire société » ? Trouve-t-il normal enfin de vouloir systématiquement disposer d'un produit dans l'heure ou le lendemain alors que cela ne lui posait aucun problème d'en disposer sous 48 ou 72 heures, il y a cinq ans ?

Qu'est-ce qui a changé ? Nous ! Était-ce impératif, pas sûr ! Le prix à payer doit-il être la disparition d'un tissu économique de proximité auquel les magasins contribuent très fortement ? A chacun de s'interroger !

Donc, il faut appréhender ces évolutions sous l'angle des externalités et il n'est pas durable de laisser se poursuivre des activités non rentables lorsqu'elles sont destructrices. Les mêmes règles doivent s'appliquer à tous.

Le second impératif est d'alléger la fiscalité supportée par les magasins. Il faut mettre un terme définitif à la création ou à l'augmentation des taxes sous prétexte que le commerce n'est pas délocalisable ! Le modèle économique ne permet plus de le supporter. La fiscalité du commerce doit être mise à plat en urgence et s'adapter à un monde nouveau dans lequel Internet et magasins sont totalement complémentaires et interagissent dans le cadre d'un modèle omnicanal. Il en va de la survie des magasins dans de nombreux territoires. C'est un enjeu central pour la société de demain et ce n'est pas la taxe GAFA qui répondra à cet objectif qui est tout autre.

En effet, quels sont les problèmes de notre société ? L'individualisme, l'isolement, l'anonymat. Il est très difficile d'agir sur les éléments généraux et la perception de chacun et, ce n'est pas notre rôle. Pouvoir d'achat, perception d'injustice... relèvent du domaine de la politique nationale.

Mais localement, les choses sont différentes. Le magasin doit être le contributeur majeur de cette vie locale en se transformant en lieu de rencontres, pour échanger, se confier et retrouver le contact humain.



Crédit : actu.fr

Pour un territoire humain, il faut un commerce dans lequel l'humain occupe une place prépondérante.

Pour que cela soit possible, il est nécessaire de disposer de lieux dans lesquels les gens aient envie de venir et de revenir. Les magasins, les restaurants ont leur rôle à jouer dans cette attractivité, en complémentarité d'autres actions en faveur de l'habitat, de la culture ... Mais, pour que ces magasins soient attractifs, il faut que le commerçant puisse investir dans l'expérience consommateur, proposer des rapports qualité/prix adaptés et investir également sur ses équipes. Car, il est indéniable qu'un contact humain de qualité passe par des équipes magasins impliquées, bien formées et considérées. Le modèle économique du commerce de demain doit permettre ces investissements. Et, ceci implique la réduction des taxes et des loyers. Il faut repositionner la création de valeur au niveau du consommateur et des collaborateurs. Depuis près de quinze ans, la part captée par l'immobilier commercial de la valeur créée par le commerce est beaucoup trop importante.

Le commerce est un acteur positif du territoire et de son aménagement mais aussi de l'égalité entre territoires. Mettons en œuvre les conditions pour que ceux-ci puissent être pérennisés et prospérer. L'Etat doit agir en ce sens et créer ces conditions d'équité et de pérennisation. Lorsqu'on augmente la pression fiscale locale auprès des propriétaires immobiliers, dans la grande majorité des cas, c'est l'exploitant qui en supporte le coût. Ne confondons pas immobilier commercial et commerce.

Par ailleurs, il n'est pas possible de ne pas se préoccuper des impacts destructeurs d'acteurs tels qu'Amazon et des conséquences à venir sur le tissu économique et social.

Enfin, il faut réconcilier ville et commerce. Le chemin ne peut plus être parallèle.

Elus locaux et acteurs du commerce doivent travailler de conserve pour bien se comprendre et que les uns et les autres aient conscience des objectifs et impératifs de chacun. Ce qui réclame une démarche à long terme et non des échanges ponctuels, des opérations « pompiers » pour régler des problèmes à court terme. **Les manières dont les élus locaux choisiront de mettre en œuvre les dispositions de la Loi ELAN en matière de commerce seront pleines d'enseignements** : dans le choix des règles locales (ORT), sur les projets de DAAC...

Ce sont les élus locaux qui détermineront la philosophie, la co-construction ou l'opposition. Souhaitons que les approches visent en majorité à intégrer tous les profils de territoire et non à opposer la ville centre avec sa périphérie.

Sur le plan du commerce, l'important pour sa bonne intégration future dans les territoires sera la bonne compréhension de l'indispensable modernisation du commerce dans toutes les parties de territoire, centre-ville mais aussi quartiers et périphérie. Car, cela est nécessaire pour continuer d'attirer le consommateur, lui offrir des conditions d'accueil adaptées au commerce de demain et mieux l'intégrer dans la vie et la ville de demain.

De leur côté, les commerçants doivent prendre en compte le rôle assigné aux élus d'assurer l'intérêt collectif, de faire évoluer le territoire dans une vision prospective de l'évolution de la société (plus durable, plus apaisée, avec des fonctions mieux intégrées...) et répondant aux attentes des habitants et des engagements pris vis-à-vis de ceux-ci.

A l'inverse, les élus doivent entendre et prendre en compte les impératifs de l'exploitation commerciale s'ils veulent avoir demain des acteurs du commerce en mesure de collaborer et de co-construire avec eux. Cela suppose que les réflexions territoriales intègrent les conditions indispensables à l'exploitation future de magasins : une fiscalité et des loyers ajustés au potentiel d'activité, des lieux attractifs adaptés à la vie commerciale et à la réalité locale (accès personnes, y compris automobiles et logistique...). Sans contrainte, difficile de pousser les acteurs à améliorer leurs pratiques, à les rendre plus vertueuses. A l'inverse, définir des règles inadaptées à la réalité et aux moyens locaux, c'est fragiliser rapidement et affecter durablement des acteurs qui doivent contribuer à construire la vie locale de demain. Le chemin est étroit mais pour s'améliorer ensemble, il faut partager des objectifs communs et rechercher les différentes modalités pour y parvenir.

L'intelligence locale et le partage d'une vision commune seront cruciales pour la vie de demain dans les territoires. L'Etat doit fixer le cadre, protéger des excès, donner des moyens mais les solutions seront forcément locales afin qu'elles aient un sens durable et puissent ainsi s'inscrire dans le temps. ■